

Jugement avant dire droit
n°111/2020/CJ/SII/TCC
Du 03 septembre 2020

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0627

Société NSIA BANQUE BENIN
SA
(*Me Gervais HOUEDETE*)

C/

- 1- Société Atlantique Vie Bénin SA
(*Me Michel AHOUMENOU*)
- 2- Société Bénin Télécom Services
SA en liquidation
(*Me Romain DOSSOU*)
- 3- Société Bénin Télécom
Infrastructures SA en
liquidation
(*Mes Robert DOSSOU Angelo
HOUNKPATIN*)
- 4- Yvon ALAPINI
- 5- Cyprien GBEDAHI
- 6- Caisse de secours du personnel
de Bénin Télécom SA
(*Me Claude – Marie Edgard
ALAMINI*)
- 7- Société Libercom SA en
liquidation

OBJET
Païement

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU
CHAMBRE DE JUGEMENT

SECTION II

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent
SOGNONNOU

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Hervé ADOUKONOU

Débat le 16 juillet 2020 ;

Jugement contradictoire avant dire droit en premier
ressort prononcé à l'audience publique du 03 septembre
2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société NSIA BANQUE BENIN SA
(précédemment dénommée DIAMOND BANK
SA), Société Anonyme au capital de FCFA
20.450.000.000, immatriculée au registre du commerce et
du crédit mobilier (RCCM) sous le n°RB/COT/07-B-
1432 (Ancien 24905), numéro IFU : 3200700018818 et
dont le siège social est sis à Cotonou, 76 Rue 308
Révérend Père Colineau, 01 BP 955 RP Cotonou,
agissant aux poursuites et diligences de son Directeur
Général, Ossey Eugène AMONKOU, demeurant et
domicilié en qualité au siège de ladite société ;

*Assistée de Maître Gervais HOUEDETE, Avocat au Barreau
du Bénin ;*

DEFENDEURS:

1- Société Atlantique Vie Bénin SA, précédemment dénommée Assurances et Réassurances du Golfe de Guinée (SA), Société Anonyme au capital de 2.040.820.000 francs CFA, inscrite au registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) n°19 096-B- Décret 94-378 du 17-XI-94, dont le siège social est sis à Cotonou, Avenue Steinmetz, lot 103 parcelle « H » Missité ; 04 BP : 0851 Cadjèhoun, Téléphone (+229) 21 30 56 43 / 21 30 55 56, email. argg@intnet.bj, Cotonou, République du Bénin, IFU : 3200700020213, prise en la personne de son Directeur Général en exercice demeurant et domicilié ès qualités au siège de ladite société ;

Assistée de Maître Michel AHOUMENOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

2- Société Bénin Télécom Service SA, société en liquidation, dont le siège est sis à Cotonou, prise en la personne de son liquidateur Romain Expédit HOUESSO ;

Assistée de Maître Romain DOSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

3- Société Bénin Télécom Infrastructures SA, société en liquidation dont le siège est sis à Cotonou, prise en la personne de son liquidateur Gilles Babatoundé HOUNDOLO ;

Assistée de Maître Robert DOSSOU et Angelo HOUNKPATIN, Avocats au Barreau du Bénin ;

4- Société Libercom SA, Société en liquidation, dont le siège à Cotonou, prise en la personne de son liquidateur Comlan Jacques SOGBOSSI ;

Comparant en personne ;

5- Yvon ALAPINI ès qualités Président du Conseil d'Administration de la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécoms SA (CSP/BT SA), créée par arrêté ministériel n°0017/OPT du 1^{er} février 1980 portant statut de la Caisse de Secours du Personnel de l'ex OPT, dont le siège social est sis à Cotonou, Tél : 21 31 20 45 et travaillant à BENIN TELECOMS SA, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou Ganhi immeuble de Bénin Télécoms SA ;

6- Cyprien C. GBEDAYI, ès-qualités Président du comité de gestion de la Caisse de Secours du Personnel de BENIN TELECOM SA (CSP/BT SA), créée par arrêté ministériel n°0017/OPT du 1^{er} février 1980 portant statut de la Caisse de Secours du Personnel de l'ex OPT, dont le siège social est sis à Cotonou, Tél. 21 31 20 45, et travaillant à BENIN TELECOMS SA, de nationalité béninoise demeurant et domicilié à Cotonou GANHI immeuble de BENIN TELECOMS SA ;

7- Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA, dont le siège social est sis dans les locaux de Bénin Télécom SA, représentée par Yvon ALAPINI et Cyprien C. GBEDAYI, respectivement Président du Conseil d'Administration et Président du Comité de Gestion de ladite caisse ;

Assistée de Maître Claude-Marie Edgard ALAPINI, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL

*Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs moyens et prétentions ;
Après en avoir délibéré ;*

La Société NSIA BANQUE BENIN SA a accordé à la Caisse de Soutien du Personnel de Bénin Télécom (CSP/BT) SA pour le compte des salariés des Sociétés LIBERCOM SA, BENIN TELECOM

INFRASTRUCTURES SA et BENIN TELECOM SERVICES SA, divers crédits ;

En couverture de ces crédits, les salariés sus indiqués souscrit auprès de la Société Assurance et Réassurance du Golfe de Guinée devenue Atlantique Bénin Vie (SA) au profit de la Société NSIA BANQUE BENIN SA, une police d'assurance perte emploi ;

Suite à la décision du Gouvernement réuni en conseil des ministres du 21 juin 2017 de dissoudre lesdites sociétés, les employés ont été licenciés ;

Par acte du 23 juillet 2019, la Société NSIA BANQUE BENIN SA a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société Atlantique Vie Bénin SA, Yvon ALAPINI et Cyprien C. GBEDAYI pour obtenir la condamnation de la Société Atlantique Vie Bénin SA au paiement de la somme de trois milliards cinq cent soixante millions trois cent dix-huit mille cent quatre-vingt-sept (3.560.318.187) francs CFA, la déclaration de jugement commun à Yvon ALAPINI et Cyprien C. GBEDAYI et l'exécution provisoire sur minute de la décision ;

Suivant acte du 16 décembre 2019, la Société Atlantique Assurance Bénin-Vie SA a attiré devant la même juridiction, la Société NSIA BANQUE BENIN SA, la Société LIBERCOM SA en liquidation, la Société Bénin Télécom Services SA en liquidation, la Société Bénin Télécom Infrastructures SA en liquidation et la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA pour obtenir leur condamnation solidaire au paiement de la somme de cinq milliards (5.000.000.000) de francs à titre de dommages-intérêts, la déclaration de jugement commun à Yvon ALAPINI et Cyprien GBEDAYI ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la décision ;

Les deux procédures enrôlées sous les numéros BJ/TCC/2019/627 et BJ/TCC/2019/1036 ont été jointes sous le numéro BJ/TCC/2019/627 ;

Au soutien de son action, la Société NSIA BANQUE BENIN expose qu'aucun jugement n'a encore tranché le présent litige ;

Que la précédente procédure a été radiée ;

Que la transaction envisagée à l'occasion de cette procédure n'a pu aboutir ;

Que le moyen d'irrecevabilité tiré de l'autorité de chose jugée encourt rejet ;

Que le moyen tiré du défaut d'objet ne peut prospérer en ce qu'elle n'a pas encore obtenu paiement ;

Que la dissolution anticipée décidée en Conseil des Ministres en 2014 et en 2017 ne procède que des réformes dans le secteur des télécommunications au Bénin ;

Que si au lieu d'une dissolution anticipée, la nationalisation avait été décidée, tous les emplois auraient été maintenus et la Société Atlantique Vie Bénin SA n'aurait pas été appelée en garantie ;

Que les pertes subséquentes à la dissolution sont la réalisation du sinistre ;

Qu'il n'y a aucune information que celle-ci a sollicité sans l'avoir obtenue ou à laquelle une autre information a été substituée ;

Que l'expertise sollicitée vise à retarder l'issue du présent litige ;

Que toutes les sommes déposées sur les comptes séquestres sont connues et il suffit de les totaliser pour déterminer leur quantum et fixer ce qui pourrait être mis à la charge de Société Atlantique Vie Bénin SA ;

Que si l'expertise doit être ordonnée, le même jugement doit prononcer la déconsignation à son profit et les frais d'expertise doivent être mis à la charge exclusive de la Société Atlantique Vie Bénin SA ;

Qu'aucune mesure d'exécution ne peut être exercée en l'état sur le DAT de la CSP/BT SA entre ses mains ;

Que le nantissement n'est pas un type de garantie pour laquelle existe un bénéfice de discussion ou de division dont le garant pourrait faire un préalable avant de faire face à ses responsabilités ;

Que les salaires des employés ne sont en réalité que des sources de remboursement et des garanties en vue du paiement de la totalité du prêt obtenu, de sorte qu'il existe forcément une solidarité entre lesdits salariés, en raison du caractère collectif des engagements de la caisse ;

Que le moyen tiré de la contestation du quantum de la créance mérite rejet ;

Que les fonds sous séquestre appartiennent à la CSP/BT SA dont les membres ont accepté un prélèvement du tiers de leurs droits de licenciement pour venir en remboursement partielle de leur dette commune ;

Que les liquidateurs ont prélevé ce même tiers sur les droits liquidés des licenciés et déposés à tort sur des comptes séquestres au lieu d'être remis à la caisse pour être versés en vue de régler une partie de leur dette ;

Que la CSP/BT SA n'a fait cas de la moindre contestation sur les montants placés sous séquestre ;

Qu'au vue de la renonciation des sociétés employeurs à leur opposition à la déconsignation, il y a lieu d'assortir cette mesure de l'exécution provisoire sur minute ;

Que depuis la mise en liquidation des sociétés, la CSP/BT SA n'a plus honoré ses engagements consistant à payer le montant de ses échéances mensuelles ;

Que le placement sur des comptes séquestres n'équivaut pas à un paiement ;

Que le sinistre est réalisé et la Société Atlantique Vie Bénin SA doit être appelée en garantie pour l'indemnisation ;

Que le plafond garantie par celle-ci pour chaque assuré étant de 5.000.000 francs CFA, le montant à indemniser pour les 496 salariés s'élèvent à 2.480.000.000 francs CFA ;

Qu'en déduisant de sa créance, les sommes consignées, il subsiste un solde de 2.894.477.927 francs CFA ;

Que la Société Atlantique Vie Bénin SA et la CSP/BT SA doivent être condamnées au paiement de 2.480.000.000 francs CFA et le solde soit 414.447.927 francs CFA mis à la charge exclusive de la CSP/BT SA ;

Que si la décision à intervenir ne peut être immédiatement exécutée, les droits seront reversés aux salariés directement en violation de leur engagement de domiciliation ;

La Société Atlantique Assurance s'oppose à ces prétentions et soulève l'irrecevabilité de l'action de l'action de la Société NSIA BANQUE BENIN SA ;

Elle demande également, l'annulation des contrats d'assurance, le rejet de la demande en paiement formulée par celle-ci et les sociétés en liquidation, la condamnation de la Société NSIA BANQUE BENIN SA au paiement de la somme de cent millions à titre de dommages-intérêts et formule une demande d'expertise comptable et financière ;

La Société Atlantique Assurance développe qu'il y a autorité de chose jugée autorité de chose jugée en ce que la précédente s'est soldée par un règlement transactionnel et la procédure a été radiée ;

Que la condition de triple identité de parties, d'objet et de cause entre la procédure radiée et la présente, est remplie ;

Que les polices d'assurance dont exécution est poursuivie sont régies par la convention d'assurance collective du 24 février 2016 avec pour société apéritrice, la société SAHAM Assurance Vie et les conditions générales harmonisées assurance perte emploi ;

Que ces deux corps de règles ont prévu une procédure de déclaration de sinistre ;

Que la Société NSIA BANQUE BENIN SA n'a fait aucune déclaration de sinistre auprès de SAHAM Assurances Vie, société Apéritrice dans la convention ;

Que la Société NSIA BANQUE BENIN SA ne l'a pas mis en mesure de faire les vérifications préalables recommandées par le code CIMA aux fins d'établir la réalisation du sinistre ;

Que le différend n'est donc pas encore né de sorte que la NSIA BANQUE ne justifie pas d'un intérêt ;

Que le sinistre est survenue moins d'un an après la souscription des polices d'assurance ;

Que les salariés des sociétés en liquidation étaient au courant des difficultés de leurs employeurs depuis 2014 de sorte que les prêts étaient hypothéqués avant même leur mise en place ;

Que ni les responsables de la caisse ni les responsables des sociétés ni même la banque ne l'ont tenu informé de l'état financier desdites sociétés ;

Que malgré cette situation d'insécurité des emplois, la société NSIA BANQUE BENIN SA a octroyé des prêts remboursables sur 5, 6 et 7 ans ;

Que la non mise à sa disposition desdites informations s'analyse en une fausse déclaration et une rétention intentionnelle d'informations destinée à minimiser les risques qu'elle encourait ;

Que la Société NSIA BANQUE avait intérêt à laisser passer ce prêt bien qu'hypothétique puisqu'il est établi

que sur les primes versées par les adhérents à l'assurance groupée, elle a perçu plus de treize millions (13.000.000) francs CFA au titre de rétro commissions ;

Que la NSIA BANQUE est bénéficiaire d'une assurance "PROTECTION EMPRUNTEUR" et la garantie souscrite à son profit relève de la branche des assurances vie ;

Que le délai de prescription qui est de cinq (05) ans en cette matière n'est pas échu ;

Que son action est exclue du champ des interdictions prévues aux alinéas 1 et 2 de l'article 75 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif ;

Qu'en cas de réalisation du sinistre, l'assureur se substitue à l'assuré et n'est tenue que de l'exécution de ses échéances dans la limite des clauses relatives à l'indemnisation ;

Que ni la NSIA BANQUE ni les responsables de la Caisse n'apportent la preuve des situations financières et d'emplois actuelles des employés bénéficiaires desdits emprunts ;

Que l'indemnisation est plafonnée en fonction de la situation financière de l'assuré ;

Que selon les articles 8 et 10 des statuts de la caisse, l'intégralité des cotisations de tout membre exclus du personnel des sociétés en liquidation est d'office retenu en règlement le cas échéant de tout emprunt dont ce dernier serait débiteur au jour de son départ ;

Que la Société NSIA BANQUE BENIN SA bénéficie d'une caution déductible du solde déposé sous forme d'un DAT de la somme de 442.385.700 francs CFA, outre les intérêts produit depuis le 04 mars 2019 ;

Que leur évaluation aux fins de rapprochement de compte constitue des préalables à la fixation du taux et du montant de l'indemnisation ;

Que l'expertise est nécessaire pour déterminer le solde réel des prêts et le taux d'indemnisation ;

Que la Société NSIA BANQUE BENIN SA et la CSP/BT ont failli à leur obligation d'assurer le recouvrement de la créance auprès des bénéficiaires en acceptant un accord sur le tiers des droits au lieu de poursuivre le recouvrement de l'intégralité du solde des prêts sur la totalité des droits légaux des salariés ;

Que la banque a ainsi volontairement décidé de ne pas recouvrer l'entièreté de ses fonds et est de ce fait, déchue de son droit de faire appel à la garantie de l'assureur ;

Qu'au moment de la mise en place des prêts et à la demande de la NSIA BANQUE, les trois sociétés employeurs ont donné leur accord à la clause de domiciliation irrévocable des salaires et autres droits pécuniaires dus aux employés débiteur dans un compte logé à la NSIA BANQUE ;

Que ces sociétés s'engageaient alors à reverser à la banque l'intégralité des sommes d'argent dont ils pourraient être redevables envers les bénéficiaires desdits prêts en cas de rupture du lien contractuel ;

Qu'elles restent débitrices de leurs employés licenciés d'une bonne partie des droits légaux et auront l'obligation de les reverser à la banque ;

Que leur maintien dans la cause afin de leur rendre la décision opposable, est nécessaire ;

Qu'elle n'a plus réalisé le bénéfice escompté et l'acte de la Société NSIA BANQUE BENIN SA participe d'un malice ;

La caisse de Secours du personnel de Bénin Télécoms SA soulève l'irrecevabilité de l'action de la Société Atlantique Assurance sur le fondement de l'article 75 de l'acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif et la prescription de l'action de celle-ci ;

Elle soutient également le mal fondé des demandes de la Société Atlantique Assurance et de la Société NSIA BANQUE BENIN SA ;

Elle développe que les exigences de la banque ont été respectées et le prêt a été couvert par plusieurs polices d'assurance ;

Que les agents de la caisse devront être mis hors de cause ;

Que les agents dont les prêts couvrent un (01) à trois (03) ans ont déjà tout soldé ;

Que seuls ceux dont le délai de remboursement est de quatre (04) à sept (07) ans sont concernés par la procédure de recouvrement ;

Que si la banque devrait réclamer remboursement, elle doit attendre soit décembre 2020 pour les agents dont le remboursement est de quatre (04) années et les années 2021 et 2023 pour les autres ;

Qu'à la mise en place du crédit, aucune des trois sociétés n'était en cessation de paiement ;

Que la Société Atlantique Assurance doit être condamnée à lui payer la somme de cinquante millions (50.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Que l'exécution provisoire sollicitée tant par la Société NSIA BANQUE et la Société Atlantique Assurance mérite rejet ;

Qu'elle sollicite la condamnation la Société Atlantique Assurance à payer 3.560.318.187 francs CFA après avoir déduit le montant total des garanties offertes à la NSIA BANQUE avant la mise en place du prêt ;

La Société Bénin Télécoms Services SA demande sa mise hors de cause en ce qu'aucune demande de condamnation n'a été formulée contre elle ;

Elle soulève l'irrecevabilité de l'action de la Société Atlantique Assurance Bénin Vie au motif que lorsque lorsqu'une entreprise est en liquidation, les poursuites individuelles sont suspendues de sorte qu'aucune procédure ne peut être engagée contre elle ;

Qu'aucune mauvaise foi de l'assurée n'est démontrée ;

Les Sociétés Bénin Télécom Infrastructure SA et la Société Libercom sollicitent leur mise hors de cause ;

1- Sur l'irrecevabilité de l'action de la Société NSIA BANQUE BENIN SA

a- Sur l'irrecevabilité pour autorité de chose jugée

Attendu que la Société Atlantique Assurances Bénin-Vie SA fonde son moyen d'irrecevabilité sur l'autorité de chose jugée tirée d'un règlement transactionnel entre la Société NSIA BANQUE BENIN SA et la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA ainsi que les Sociétés Bénin Télécom Infrastructures en liquidation, Bénin Télécom Services en liquidation et Libercom en liquidation ;

Qu'elle soutient que la radiation de la procédure antérieure entre celles-ci est consécutive à ce règlement transactionnel ;

Mais attendu que le règlement transactionnel doit être exprès et précis sur les points objets de transaction ;

Que l'autorité de chose jugée ne peut lui être conférée que lorsqu'il est constaté par une décision de justice ou donné lieu à exécution entre les parties ;

Attendu qu'en l'espèce, aucun document stipulant un accord entre la Société NSIA BANQUE BENIN et la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA n'est versé au dossier dans le cadre de la procédure BJ/TCC/2019/131 radiée à l'audience du 27 juin 2019 de la chambre de jugement de la section II du tribunal de commerce de Cotonou ;

Que cette radiation est purement administrative en ce qu'elle n'est constatée par aucune décision juridictionnelle ;

Que la saisine du tribunal par la Société NSIA BANQUE BENIN aux fins de recouvrement de sa créance sur ladite Caisse traduit le maintien du contentieux entre les parties ;

Qu'au demeurant, il incombe à la Société Atlantique Assurances Bénin-Vie SA qui entend se prévaloir d'un règlement transactionnel d'en rapporter la preuve dès lors que son existence n'est pas établie au dossier ;

Que le moyen tiré de l'existence d'un règlement transactionnel ne peut dans ces conditions, prospérer ;

Qu'il convient de rejeter l'irrecevabilité soulevée de ce chef ;

b- Sur l'irrecevabilité pour défaut d'intérêt

Attendu que la Société Atlantique Assurance fait grief à la Société NSIA BANQUE BENIN SA de ne lui avoir pas soumis un dossier d'indemnisation dans les formes requises ;

Attendu que les formes particulières convenues entre les parties dans le cadre d'une déclaration de sinistre n'ont pas un caractère d'ordre public et n'ont pour finalité que la protection des droits des parties au contrat d'assurance ;

Que les parties peuvent déroger aux règles particulières insérées dans leur convention et cette dérogation peut s'induire des initiatives entreprises postérieurement ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte de l'examen du dossier que le 11 mars 2019, la Société NSIA BANQUE a adressé à la Directrice Générale de Atlantique Assurance Bénin Vie, une correspondance portant en objet itérative déclaration de sinistre avec demande de règlement et faisant état de séances de travail tenues entre les deux institutions ;

Que dans cette correspondance reçue par la Société Atlantique Assurance Bénin Vie le 20 mars 2019 il est mentionné : « *En conséquence, en vous faisant tenir copie des différentes pièces susvisées, nous vous déclarons à nouveau les sinistres et vous prions de bien vouloir procéder à leur règlement diligent* » ;

Que la même correspondance fait état d'une séance de travail tenue entre les deux sociétés le 05 mars 2019 dans les locaux de la Société Atlantique Assurance Bénin Vie sur la mise en jeu de la garantie de celle-ci ;

Attendu que la Société Atlantique Assurance Bénin Vie n'élève aucune contestation relative au contenu de cette correspondance ;

Qu'elle ne peut dans ces conditions invoquer l'absence d'une déclaration régulière de sinistre et le défaut de production de pièces ;

Qu'en outre, il est produit au dossier, des copies de déclarations de sinistre adressées par la caisse de secours du personnel de Bénin Télécom SA à la Société Atlantique Assurance Bénin Vie ;

Que c'est à tort que celle-ci soulève le défaut d'intérêt de la Société NSIA BANQUE BENIN SA de ce chef ;

Qu'il y a lieu au regard de tout ce qui précède, de recevoir cette dernière en son action ;

2- Sur l'irrecevabilité de l'action de la Société Atlantique Assurance Vie SA

a- Sur l'irrecevabilité tirée de la prescription

Attendu que l'article 28 du code CIMA dispose :

« Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

- *en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;*

• *en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.*

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à cinq ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé » ;

Que la durée de la prescription en matière de contrat d'assurance varie en fonction de la branche d'assurance concernée ;

Attendu qu'en l'espèce, il est constant que le contrat d'assurance en cause relève de la branche de contrats d'assurance sur la vie ;

Qu'un tel contrat est soumis au régime de prescription quinquennale ;

Attendu que le sinistre dont la couverture est recherchée est intervenu des suites de la décision du Conseil des Ministres du 21 juin 2017 ;

Qu'entre cette date et le 16 décembre 2019, date d'introduction de l'action de la Société Atlantique Assurance Vie SA, il s'est écoulé, moins de cinq (05) ans ;

Que c'est à tort que la prescription de l'action de la Société Atlantique Assurance Vie SA est soulevée et il y a lieu de la rejeter ;

b- Sur l'irrecevabilité tirée de la suspension des poursuites

Attendu que l'Acte Uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif prescrit en son article 75 :

« La décision d'ouverture du redressement judiciaire ou de la liquidation des biens interrompt ou interdit toute action en justice de la part de tous les créanciers composant la masse, qui tend :

- 1- à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent ;*
- 2- à la résolution d'un contrat pour défaut de paiement d'une somme d'argent.*

La décision d'ouverture arrête ou interdit également toute procédure d'exécution de la part de ces créanciers tant sur les meubles que sur les immeubles ainsi que toute procédure de distribution n'ayant pas produit un effet attributif avant la décision d'ouverture.

Les délais impartis aux créanciers à peine de déchéance, prescription ou résolution de leurs droits sont, en conséquence, suspendus pendant toute la durée de la suspension des poursuites elles-mêmes. Les instances en cours sont interrompues jusqu'à ce que le créancier poursuivant ait produit sa créance. Elles sont alors reprises de plein droit, le syndic dûment appelé, mais tendent uniquement à la constatation des créances et à la fixation de leur montant.

Les actions en justice et les procédures d'exécution autres que celles visées ci-dessus ne peuvent plus être exercées ou poursuivies au cours de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens qu'à l'encontre du débiteur, assisté du syndic en cas de redressement judiciaire ou représenté par le syndic en cas de liquidation des biens » ;

Que seules les actions ou procédures de comportant des demandes visant le patrimoine du débiteur en liquidation des biens peuvent être suspendues ou interrompues ;

Attendu qu'en l'espèce, la Société Atlantique Assurance Vie SA ne formule aucune demande touchant le patrimoine des Sociétés Bénin Télécom Services en liquidation, Bénin Télécom Infrastructures en liquidation et Libercom en liquidation ;

Que les demandes formulées visent à voir déclarer opposables à ces sociétés en liquidation les mesures sollicitées ;

Que ces mesures n'affectent en rien le patrimoine de celles-ci ;

Que c'est à tort que l'irrecevabilité de l'action de la Société Atlantique Assurance Vie SA est soulevée ;

Qu'il convient de la recevoir en son action ;

3- Sur la déchéance de la Société NSIA BANQUE BENIN SA

Attendu qu'il est fait grief à la Société NSIA BANQUE BENIN SA d'avoir adhéré à la proposition de rétention du tiers des droits des agents licenciés mettant fin à l'instance en recouvrement ;

Mais attendu qu'il n'est pas prouvé que la Société NSIA BANQUE, en adhérant à cette proposition, a renoncé à au recouvrement de la totalité de sa créance ;

Que la Société NSIA BANQUE ne pouvait légalement exiger le paiement à son profit de la totalité des droits des travailleurs licenciés ;

Que dès lors qu'il n'est pas justifié que celle-ci a renoncé à la perception du solde de sa créance après les rétentions opérées, le moyen tiré de la déchéance ne peut être soutenu ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

4- Sur l'annulation des contrats d'assurance

Attendu que l'article 18 du code CIMA dispose « *Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article 80, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.*

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie » ;

Que la nullité du contrat d'assurer pour réticence et fausse déclaration ne peut opérer que si celles-ci sont intentionnelles ;

Attendu qu'il est établi que le licenciement des ex employés des sociétés Bénin Télécom Services SA, Bénin Télécom Infrastructures SA et Libercom SA est consécutif à la décision du Conseil des Ministres du 21 Juin 2017 de procéder à la dissolution desdites sociétés ;

Que l'examen du compte rendu de ce Conseil des Ministres ne fait état d'aucune difficulté économique ou financière desdites sociétés ;

Que la dissolution prononcée s'inscrit plutôt dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement dans le secteur numérique de « *transformer le Bénin en une plateforme de services numériques de l'Afrique de l'Ouest pour l'Accélération de la croissance et l'Inclusion sociale d'ici 2021* » ;

Qu'une telle dissolution relevant essentiellement d'une politique du Gouvernement ne peut s'analyser comme une conséquence d'une défaillance économiques desdites entreprises ;

Qu'au demeurant, aucune preuve d'un recours desdites sociétés à une mesure de protection judiciaire ou d'alerte d'un organe desdites sociétés, n'est évoquée ;

Qu'il ne peut dans ces conditions être reproché à la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA encore moins à la Société NSIA BANQUE BENIN SA une réticence ou une fausse déclaration relative à la situation financière des sociétés Bénin Télécom Services SA, Bénin Télécom Infrastructures SA et Libercom SA ;

Que c'est à tort que l'annulation des contrats d'assurance est sollicitée de ce chef et il sied de la rejeter ;

5- Sur la déconsignation

Attendu qu'il résulte de l'examen des pièces du dossier que le liquidateur de la Société BENIN TELECOM INFRASTRUCTURE SA a notifié suivant correspondance du 12 novembre 2019 au Directeur Général de la Société NSIA BANQUE BENIN, le versement sur le compte séquestre n°003455380025-73 intitulé BTI SA liquidation/Caisse Secours à la BANK OF AFRICA BENIN SA de la somme de 220.982.085 francs CFA au titre de prélèvement sur les droits de licenciement des agents ayant fait le prêt caisse secours dans le cadre de la rupture du contrat de travail du personnel ;

Qu'il est établi que la Société NSIA BANQUE BENIN, détient sur des comptes séquestre n°0100001220104235238 intitulé BTS SA, n°0100001260105152033 intitulé Libercom SA société en liquidation et n°01009310013125037 intitulé compte prêt BTI-BTS-LIB ouverts dans les livres de la NSIA BANQUE BENIN SA, diverses sommes ;

Que ces sommes affectées au remboursement de la créance de la Société NSIA BANQUE BENIN SA, ne font l'objet d'une réclamation d'un tiers ;

Qu'au demeurant, la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA ne s'oppose point à la restitution desdites sommes à la Société NSIA BANQUE BENIN ;

Qu'il convient dans ces conditions, de faire droit à la demande déconsignation formulée ;

6- Sur l'expertise

Attendu que selon l'article 331 de la loi 2008-07 du 21 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale sociale, administrative et des compte,

l'expertise a lieu d'être lorsque les constatations ou consultations ne pourraient suffire à éclairer le juge ;

Attendu qu'en cas de sinistre, l'assureur ne peut être tenu que de l'exécution des impayés et dans la limite de l'indemnisation ;

Que le salarié qui retrouve un nouvel emploi après le sinistre perd la couverture de l'assureur ;

Attendu qu'en l'espèce, divers paiements ont été déjà opérés au profit de la Société NSIA BANQUE BENIN SA ;

Que la Société Atlantique Assurances Bénin-Vie SA ne s'est engagée que dans la limite de la somme de cinq millions (5.000.000) francs pour chaque salarié ;

Qu'il est allégué que certains salariés ont payé la totalité de leur dette dans les livres de la Société NSIA BANQUE BENIN SA ;

Qu'au regard de ces développements, de simples constatations ou consultations ne pourraient suffire à éclairer sur le solde des engagements des ex employés des sociétés Bénin Télécom infrastructure en liquidation, Bénin Télécom Services en liquidation et Libercom en liquidation dans les livres de la NSIA BANQUE BENIN ;

Qu'une expertise s'impose ;

7- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu que l'exécution provisoire sur minute peut être accordée en cas de péril imminent ;

Attendu que les Sociétés Bénin Télécom infrastructure, Bénin Télécom Services et Libercom sont toutes actuellement en liquidation ;

Que la fin de ces liquidations qui peut intervenir à tout moment est de nature à porter atteinte aux droits réclamés tant par la Société NSIA BANQUE BENIN

SA que par la Société Atlantique Assurances Bénin-Vie SA ;

Qu'au demeurant, la Société NSIA BANQUE BENIN SA est une entreprise bancaire et le recouvrement diligent de ses créances participe du maintien de son équilibre financier ;

Que c'est à juste titre que l'exécution provisoire sur minute est sollicitée et il y a lieu d'y faire droit ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale avant dire droit et en premier ressort ;

1- Reçoit la NSIA BANQUE SA et la Société Atlantique Assurance en leur action ;

2- Rejette les moyens tirés de la prescription de l'action de la Société Atlantique Assurance et de la déchéance de la Société NSIA BANQUE SA ;

3- Déboute la Société Atlantique Assurance de sa demande d'annulation des contrats d'assurance souscrite auprès d'elle au profit de la Société NSIA BANQUE SA par les ex-employés des sociétés LIBERCOM SA, BENIN TELECOM INFRASTRUCTURES SA et BENIN TELECOM SERVICES SA ;

4- Constate que la Caisse de Soutien du Personnel de Bénin Télécom ne s'oppose point à la demande restitution au profit de la Société NSIA BANQUE BENIN SA des fonds placés sous séquestre pour son compte ;

5- Ordonne au liquidateur de la Société BENIN TELECOM INFRASTRUCTURE SA de faire reverser dès le prononcé de la présente décision au profit de la NSIA BANQUE BENIN, les sommes déposées sous séquestre sur le compte n°003455380025-73 intitulé BTI SA liquidation/Caisse Secours à la BANK OF AFRICA BENIN SA ;

6- Ordonne également la déconsignation au profit de la Société NSIA BANQUE BENIN, des sommes sous séquestre sur les comptes n°0100001220104235238 intitulé BTS SA, n°0100001260105152033 intitulé Libercom SA société en liquidation et n°01009310013125037 intitulé compte prêt BTI-BTS-LIB ouverts dans les livres de la NSIA BANQUE BENIN SA ;

7- Déclare fondée, la demande d'expertise formulée par la Société Atlantique Assurance Vie ;

8- Commet Blaise GUEDOU, Expert-Comptable Diplômé Tél: 67 62 73 03 avec pour missions :

- Indiquer le montant de prêt octroyé à chacun des 496 ex-agents des Sociétés LIBERCOM SA, BENIN TELECOM INFRASTRUCTURES SA et BENIN TELECOM SERVICES SA et établir la situation comptable desdits prêts dans les livres de la Société NSIA BANQUE BENIN SA ;
- Faire le point de toutes les sommes déjà perçues par la Société NSIA BANQUE BENIN SA en remboursement de la dette des 496 agents y compris en exécution de la présente décision ;
- Indiquer le solde de la dette desdits agents dans les livres de la NSIA BANQUE BENIN à la date du prononcé de la présente décision ;
- Vérifier la situation professionnelle actuelle de chacun des 496 agents sus indiqués et fournir le cas échéant, toute information utile relative à leur nouveau revenu salarial et leur nouvel emploi ;

9- Enjoint à la Société NSIA BANQUE BENIN SA, à la Société Atlantique Assurance Vie SA, à la Caisse de Secours du Personnel de Bénin Télécom SA et à Yvon ALAPINI et Cyprien GBEDAYI respectivement Président du Conseil d'Administration et Président du Comité de gestion de ladite caisse ainsi qu'à toute personne légalement requise de fournir à l'expert, tous éléments nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

10- Dit que l'expert dispose d'un délai de deux (02) mois à compter de la notification de la présente décision et en cas d'acceptation de sa mission pour déposer au greffe du tribunal de commerce de Cotonou, son rapport ;

11- Dit que la consignation au titre des frais d'expertise est à la charge de la Caisse de Soutien du Personnel de Bénin Télécom SA ;

12- Ordonne à la Société NSIA BANQUE BENIN SA d'avancer sur les sommes transférées à son profit, le montant de vingt millions (20.000.000) de francs CFA et de le consigner au greffe du tribunal de commerce de Cotonou au profit de l'expert sus indiqué ;

13- Dit que le montant effectivement encaissé par la Société NSIA BANQUE BENIN SA en exécution de la présente décision vient en paiement partiel de sa créance sur les ex-agents des LIBERCOM SA, BENIN TELECOM INFRASTRUCTURES SA et BENIN TELECOM SERVICES SA ;

14- Ordonne l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

15- Réserve les autres chefs de demandes formulées ainsi que les dépens ;

16- Renvoi au 19 novembre 2020 pour rentrée du rapport d'expertise et pour continuation.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT